

Analyse de la répartition de la dépense alimentaire des consommateurs

9 juillet 2021

Dans un [article](#) paru au mois de juin dans *Nature Food*, un consortium de chercheurs issus de l'[université Cornell](#), de l'[université de Copenhague](#) et du [ministère de l'Agriculture des États-Unis \(USDA\)](#) présente des travaux sur la dépense alimentaire des consommateurs. Sont calculées la part de recette revenant à l'agriculture et celle rétribuant l'ensemble des autres secteurs (transport, stockage, transformation, vente en gros et au détail, etc.), toutes deux destinées à couvrir les charges et à constituer le résultat des entreprises. Les travaux s'inspirent du [food dollar](#) présenté chaque année aux États-Unis par l'USDA, comme exigé par l'*Agricultural Marketing Act* de 1946.

Le travail couvre 61 pays, à revenu intermédiaire ou élevé, qui regroupent environ 70 % de la population mondiale et génèrent 90 % du revenu national brut mondial en 2017. Les [tableaux entrées-sorties nationaux](#), publiés par l'OCDE pour la période 2005-2015, sont mobilisés. Les intra-consommations directes et indirectes ne sont pas prises en compte dans l'analyse (ex. : semences de blé pour produire du blé, maïs dans l'alimentation animale).

Les auteurs en tirent de nombreux constats dont celui, déjà partagé, de la faible part de la dépense revenant à l'agriculture (moins d'un quart en moyenne). Néanmoins, ils précisent que la diminution de cette portion s'inscrit, le plus souvent, dans un contexte de hausse de la production et des revenus agricoles. Ils prouvent statistiquement que sa baisse est liée à la hausse des revenus des consommateurs. Ils supposent alors que l'élévation de leur budget augmenterait leur consentement à payer pour des attributs non agricoles des produits alimentaires (apparence, sécurité, conservation, temps de préparation limité, etc.). Ils suggèrent que cette acceptation serait encore renforcée par la concentration des consommateurs dans des zones d'habitation éloignées des bassins de production. Dans ce contexte de revenus élevés, la demande alimentaire étant relativement peu élastique au prix, les gains de productivité de l'agriculture tendent à entraîner des baisses de prix. Les auteurs évoquent également des réflexions engagées pour le déploiement de cette méthode dans des analyses plus larges, traitant d'aspects économiques (emploi notamment) et environnementaux.

Amandine Hourt, Centre d'études et de prospective

Source : [Nature Food](#)